

SOUTIEN AUX SALARIES EN LUTTE DU 57 BLD STRASBOURG SAINT-DENIS

La CGT Préfecture de Police souhaite apporter tout son soutien aux salariés en lutte du 57 bld Strasbourg Saint-Denis Paris 10^{ème}.

Victimes d'un véritable système mafieux qui n'hésite pas à utiliser des réseaux d'immigration illégaux pour organiser la traite humaine dans le pays des droits de l'homme, ces salariés sont désormais en lutte depuis près d'un mois.

Au péril de leur sécurité, certains ayant fait l'objet de menace de mort, ils ont osé briser l'omerta existant dans les boutiques de coiffure et d'onglerie du boulevard en dénonçant leur sort. Sans papier, sans contrat de travail et sans droits, nous qualifions d'esclavagisme moderne leur situation.

Alors même que l'Etat et sur Paris la Préfecture de Police devrait placer ses personnes sous sa protection pour avoir dénoncé cette exploitation, la Préfecture de Police refuse d'examiner leur situation en vue d'une régularisation en tant que victime de traite. Pourtant, ce type de régularisation est prévu par les textes, notamment pour les victimes des réseaux de prostitution.

Alors que toute la collectivité est bafouée par ces patrons voyous (perte fiscale pour l'Etat, de cotisations pour les caisses sociales...), nous ne comprenons pas le silence de la Préfecture de Police et sa volonté de ne pas régler cette situation. Aurait-il fallu que ces hommes et ces femmes se prostituent pour avoir droit à la protection de l'Etat ? Nous ne pouvons nous y résoudre !!!

Alors même que le mouvement des sans-papiers, soutenu depuis des années par la CGT, a été l'occasion de démontré qu'à la Préfecture de Police on pouvait régulariser quand des intérêts privés étaient en jeu, comment traduire le fait qu'on refuse la régularisation d'hommes et de femmes victimes d'esclavagisme ?

C'est adresser un bien funeste message aux salariés qui subissent ce système et rassurer les patrons qui en profitent !!!

Avec la CGT Paris, nous exigeons la régularisation de ces salariés et la poursuite des employeurs par les services de l'Etat.

Contact : Frédéric GUILLO 06 63 79 90 98